



Actions

Devises locales, cours seulement, variation en %

	2024-05-10	Semaine	CT	DDA	1 an
Composé S&PTSX	22 309	1,6 %	0,6 %	6,4 %	8,8 %
S&P/TSX des titres à petite cap.	763	1,5 %	1,4 %	8,8 %	8,4 %
S&P 500	5 223	1,9 %	-0,6 %	9,5 %	26,2 %
NASDAQ	16 341	1,1 %	-0,2 %	8,9 %	32,8 %
Russell 2000	2 060	1,2 %	-3,0 %	1,6 %	17,1 %
FTSE 100 du R.-U.	8 434	2,7 %	6,1 %	9,1 %	8,9 %
Euro Stoxx 50	5 085	3,3 %	0,0 %	12,5 %	18,1 %
Nikkei 225	38 229	0,0 %	-5,3 %	14,2 %	31,3 %
MSCI China (USD)	61	1,9 %	13,3 %	10,7 %	-2,3 %
MSCI ME (USD)	1 072	1,0 %	2,7 %	4,7 %	9,4 %

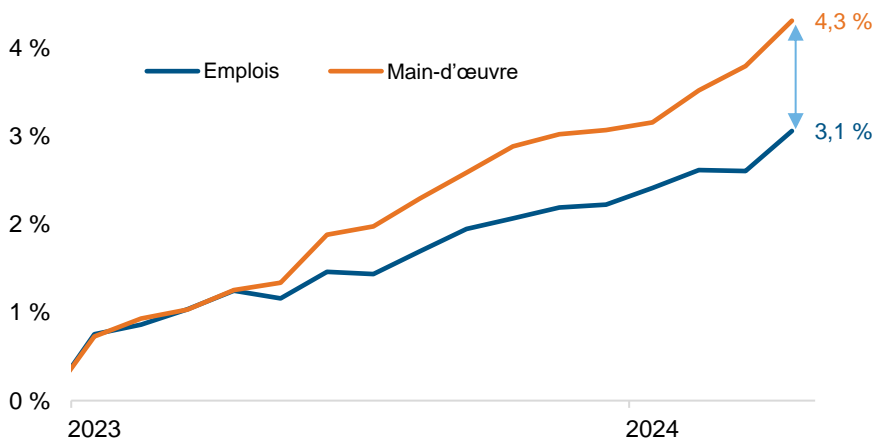
Titres à revenu fixe

Rendement total, variation en %

	2024-05-10	Semaine	CT	DDA	1 an
Obligataire universel FTSE Canada	1 097	-0,1 %	-1,0 %	-2,2 %	0,5 %
Obligataire de sociétés FTSE Canada	1 342	-0,1 %	-0,4 %	-0,3 %	4,0 %
Bloomberg Canada High Yield	182	0,3 %	0,5 %	3,7 %	11,8 %

Graphique de la semaine : Surge in employment may delay BoC cut

Variation cumulative de l'emploi au Canada c. main-d'œuvre (Normalisée au 31 décembre 2022)



Taux d'intérêt — Canada

Variation (points de base)

	2024-05-10	Semaine	CT	DDA	1 an
Bon Trésor 3 mois	4,88	-2	-11	-16	47
Oblig. du Can. à 2 ans	4,29	12	11	40	60
Oblig. du Can. à 10 ans	3,70	5	23	59	80
Oblig. du Can. à 30 ans	3,55	0	20	52	50

Produits de base, devises

En \$ US, variation en %

	2024-05-10	Semaine	CT	DDA	1 an
\$ CA	0,731	0,1 %	-1,0 %	-3,1 %	-2,2 %
Indice dollar amér.	105,30	0,3 %	0,8 %	3,9 %	3,8 %
Pétrole (West Texas)	78,26	0,2 %	-5,9 %	9,2 %	7,9 %
Gaz naturel	2,25	5,1 %	12,8 %	-10,6 %	-28,4 %
Or	2 361	2,6 %	5,9 %	14,4 %	16,3 %
Cuivre	4,66	2,3 %	15,4 %	18,7 %	20,0 %

Rendements sectoriels canadiens

Cours seulement, variation en %

	Semaine	DDA
Énergie	2,6 %	15,9 %
Matériaux	5,2 %	17,8 %
Produits industriels	2,3 %	8,2 %
Consom. disc.	0,0 %	2,5 %
Tech. info	-8,9 %	-7,5 %
Soins de santé	-4,7 %	-1,7 %
Services financiers	2,4 %	4,5 %
Consom. cour.	1,6 %	4,7 %
Services de comm.	0,7 %	-9,6 %
Services publics	3,3 %	1,0 %
Immobilier	1,0 %	-5,6 %

“ La Banque du Canada (BdC) pourrait devoir faire preuve de plus de patience par suite d'un rapport sur l'emploi ayant surpris par sa robustesse en avril. Le Canada a vu l'ajout de 90 000 emplois, bien au-delà des 20 000 attendus, un rebond depuis un recul en mars. Bien que le gain global solide laisse entendre une économie résiliente, les investisseurs doivent demeurer prudents, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les rapports sur l'emploi au Canada sont notoirement volatils, et la poussée d'avril pourrait constituer une anomalie au sein de la tendance plus faible à plus long terme. En deuxième lieu, le gain mensuel impressionnant doit être examiné parallèlement à l'essor de la croissance de la population. Alors que les emplois ont augmenté de 360 000 au cours de la dernière année, ils ont été surpassés par le bond de 640 000 au sein de la main-d'œuvre. Cette tendance a été manifeste en avril. Ce gain mensuel robuste des emplois a été contrebalancé par une poussée du taux de participation de la main-d'œuvre. Cela a fait en sorte de maintenir le taux de chômage stable à 6,1 %, ce qui est bien au-delà de la donnée de 5 % d'il y a un an. Troisièmement, la composition des gains mensuels est préoccupante. Alors que la plus grande partie du gain a émané du secteur privé (+64 000), 80 % de ces emplois sont à temps partiel. De plus, le nombre d'emplois du secteur public a une fois de plus été important (+26 000). Au cours de la dernière année, les emplois du secteur public ont compté pour la majeure partie des gains totaux par rapport au secteur privé (208 000 c. 190 000). Un autre fait notable de la semaine dernière a été le Rapport sur la stabilité financière de la BdC ayant présenté des perspectives moins robustes pour le consommateur canadien. Alors que le rapport a révélé qu'en général, les ménages s'adaptent bien aux hausses de taux, la plupart des emprunteurs hypothécaires seront confrontés à des paiements hypothécaires plus élevés au cours des deux années et demie à venir. En revanche, les locataires semblent être ceux les plus malmenés, faisant les frais des hausses de loyers, d'une inflation persistante et d'un marché de l'emploi plus difficile. Ces facteurs feront probablement en sorte que la BdC abaissera les taux à de multiples reprises cette année. **Toutefois, si un autre rapport en surchauffe sur l'IPC américain est publié mercredi, l'influence d'une Fed au ton ferme pourrait retarder la première baisse par la BdC au-delà de juin.** ”

Une inflation persistante pèse sur le consommateur américain

Les actions mondiales ont augmenté pour la troisième semaine d'affiliée alors qu'un autre ensemble de faibles données économiques américaines a contribué à freiner la hausse des taux américains. Le taux des obligations américaines à 10 ans est maintenant revenu à 4,5 % après avoir augmenté jusqu'à 4,74 % le mois dernier. L'indice S&P/TSX (+1,65 %) a atteint un autre sommet historique, stimulé par les gains dans les secteurs de la finance, des matériaux et de l'énergie. Les produits de base ont légèrement rebondi, alors que les prix du pétrole brut WTI, de l'or et du cuivre ont clôturé la semaine en territoire positif. Notamment, la Riksbank de Suède est devenue la deuxième banque centrale du G10 à abaisser les taux, après la Banque nationale suisse en mars.

Le Sondage d'opinion auprès des responsables du crédit de la Fed américaine d'avril 2024 a révélé un resserrement des normes de prêts et un recul de la demande de prêts tant de la part des entreprises que des ménages au 1T.

Les banques ont fait part de conditions plus strictes et d'une réduction de la demande au sein des prêts commerciaux et industriels et de l'immobilier commercial. Les prêts aux ménages ont affiché des tendances semblables, avec des normes resserrées au chapitre des prêts immobiliers résidentiels et du crédit à la consommation. Le resserrement a été imputé à des perspectives économiques moins favorables, une plus grande aversion envers le risque et des changements réglementaires touchant le secteur bancaire. **Malgré ce resserrement généralisé, moins de banques ont fait part de normes plus strictes par rapport au 4T de 2023, indiquant une stabilisation possible du système financier américain à la suite de la crise bancaire de 2023.**

Des pressions inflationnistes persistantes assombrissent l'humeur du consommateur américain. L'indice de la confiance des consommateurs de l'Université du Michigan a chuté de près de 10 points à 67,4 en mai, en grande partie en raison des préoccupations en matière d'inflation des consommateurs au début de l'année. Les attentes relatives à l'inflation d'ici un an ont bondi à 3,5 % depuis 3,2 %, alors que les attentes en matière d'inflation à long terme ont légèrement augmenté à 3,1 % depuis 3,0 %. En outre, l'apaisement des conditions du marché de l'emploi pèse sur l'humeur des consommateurs, près de 40 % d'entre eux s'attendant à une hausse du chômage. **Dans l'ensemble, l'assombrissement de l'humeur est un autre signe que le consommateur américain résilient commence peut-être enfin à ressentir la pression exercée par des taux plus élevés et des pressions inflationnistes continus.**

Tous les yeux seront tournés vers le rapport sur l'IPC américain mercredi, les attentes consensuelles prévoyant une autre importante augmentation de 0,4 % sur un mois de la donnée globale, et un gain de 0,3 % des prix de base. Cette donnée d'avril sera cruciale pour les banques centrales mondiales en voie de procéder à leur première baisse de taux au cours des mois à venir. **Malgré la hausse surprise des données sur l'inflation**

Revue hebdomadaire

- Au Canada, les emplois (en avr.) ont augmenté de manière inattendue de 90 400 (contre des attentes de 20 000), à la suite du recul de 2 200 du mois dernier. Toutefois, la plus grande partie du gain a eu trait aux emplois à temps partiel (+50 300). De plus, le taux de participation a progressé à 65,4 %, maintenant le taux de chômage stable à 6,1 %. Le salaire horaire des employés permanents a reculé à 4,8 % sur 12 mois depuis 5,0 %.
- Le Sondage d'opinion auprès des responsables du crédit de la Fed américaine laisse entendre que les normes de prêts ont été resserrées, bien qu'à un moindre rythme.
- La Banque d'Angleterre a maintenu les taux à leur niveau actuel, mais le fait que deux membres ont voté en faveur d'une diminution ouvre la porte à une baisse en juin.
- La Riksbank de Suède est devenue la deuxième banque centrale du G10 à abaisser les taux.
- Le surplus commercial de la Chine (en avr., en \$ US) s'est élargi à 72,35 milliards \$ US (contre des attentes de 81,00 milliards \$ US), en hausse depuis 58,55 milliards \$ US pour le mois précédent. Les exportations ont rebondi, en hausse de 1,5 % sur 12 mois, alors que les importations ont bondi de 8,4 % sur 12 mois.
- Le financement global de la Chine en yuan (en avr.) est demeuré élevé à 12,73 billions ¥, en baisse depuis 12,93 billions ¥. Les nouveaux prêts ont augmenté à 10,19 billions ¥, en hausse depuis 9,46 billions ¥. La masse monétaire M2 (en avr.) a ralenti à 7,2 % sur 12 mois, depuis 8,3 % sur 12 mois.
- En Chine, l'inflation de l'IPC (en avr.) s'est accélérée à 0,3 % sur 12 mois (contre des attentes de 0,2 %), en hausse depuis 0,1 % pour le mois précédent. L'inflation de l'IPP est demeurée négative à -2,5 % sur 12 mois.
- Dans la zone euro, les ventes au détail (en mars) ont rebondi de 0,8 % (contre des attentes de 0,7 %), après le recul de 0,3 % du mois précédent. Les ventes ont augmenté de 0,7 % sur 12 mois.
- Au R.-U., le PIB réel (au 1T) a progressé de 0,6 % (contre des attentes de 0,4 %), après la contraction de -0,3 % du trimestre précédent.
- La production industrielle du R.-U. (en mars) a augmenté de 0,2 % sur un mois (contre des attentes de -0,5 %), après le gain révisé à la baisse du mois précédent de 1,0 %.
- Sommaire de l'indice des directeurs des achats (PMI) (en avr., variation depuis la donnée antérieure entre parenthèses) : Au Canada, indice S&P du secteur manufacturier de 63,0 (+2,5); et en Chine, Caixin des services de 52,5 (-0,2).

À surveiller cette semaine

- Données sur l'habitation au Canada
- Données sur l'IPC, les ventes au détail, le logement et la production

américaine au début de l'année, nous sommes toujours d'avis que l'inflation renouera avec sa tendance à la baisse. Les facteurs soutenant cette thèse comprennent la chute des prix du pétrole sous la barre des 80 \$ le baril, le ralentissement de la croissance des salaires, la baisse des prix des véhicules d'occasion et la stabilisation des prix des loyers pour les nouveaux locataires au cours de la dernière année. Du côté de l'offre, il est encourageant de constater la chute de l'indice de pression de la chaîne d'approvisionnement mondiale de la Fed de New York à un creux en huit mois en avril. **Bien que la voie puisse être cahoteuse, cet apaisement des pressions devrait permettre à la Fed, ayant affiché un penchant conciliant dernièrement, de procéder aux deux baisses de taux que nous avons prévues d'ici la fin de 2024.**

industrielle des É.-U.

- Données sur la production industrielle, les ventes au détail et les investissements en immobilisations de la Chine
- Données sur le PIB et la production industrielle de la zone euro
- Données sur l'emploi au R.-U.

Les placements dans les fonds communs et les FNB peuvent donner lieu à des commissions de vente et de suivi, ainsi qu'à frais de gestion et autres. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. Le rendement de l'indice ne tient pas compte de l'incidence des frais, commissions et charges payables par les investisseurs et investisseuses dans des produits de placement qui cherchent à reproduire un indice.

Ce document renferme des renseignements prospectifs fondés sur des prévisions d'événements futurs au 10 mai 2024. Placements Mackenzie ne mettra pas nécessairement à jour ces renseignements en fonction de changements parvenus après cette date. Les énoncés prospectifs ne garantissent en rien les rendements futurs, et les risques et incertitudes peuvent souvent amener les résultats réels à différer de manière importante des renseignements prospectifs ou des attentes. Parmi ces risques, notons, entre autres, des changements ou la volatilité dans les conditions économiques et politiques, les marchés des valeurs mobilières, les taux d'intérêt et de change, la concurrence, les marchés boursiers, la technologie, la loi ou lorsque des événements catastrophiques surviennent. Ne vous fiez pas indûment aux renseignements prospectifs. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de sociétés ne constitue pas une promotion ou une recommandation d'achat ou de vente d'un titre quelconque.

Le contenu de ce commentaire (y compris les faits, les perspectives, les opinions, les recommandations, les descriptions de produits ou titres ou les références à des produits ou titres) ne doit pas être pris ni être interprété comme un conseil en matière de placement ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat, ou une promotion, recommandation ou commandite de toute entité ou de tout titre cité. Bien que nous nous efforcions d'assurer son exactitude et son intégralité, nous ne sommes aucunement responsables de son utilisation.